



3
MÉTHODE D'ACTION

4
EDITORIAL DU PRÉSIDENT

5
ÉLÉMENTS FINANCIERS

6
PANORAMA GÉNÉRAL

8
AFRIQUE SUBSAHARIENNE

12
MADAGASCAR

21
ENTRETIEN AVEC AGRICORD

22
FRANCE

23
MÉDITERRANÉE

26
EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

30
BRÉSIL

31
ACTIONS TRANSVERSALES

DÉMARCHE

C'est en combinant un ensemble de facteurs de production qu'un agriculteur peut développer son exploitation, accroître sa production et donc améliorer son revenu et les conditions de vie de sa famille. C'est dans ce sens que **Fert accompagne depuis 30 ans la création et le développement d'organisations de producteurs** où chacune des fonctions (accès au crédit, à la formation, aux intrants, conseil agricole, sécurisation foncière, transformation et commercialisation des produits agricoles ...) est prise en charge par les agriculteurs eux-mêmes dans le cadre d'organisations spécifiques : centres de formation, coopératives, fédérations d'OP, institutions de microfinance ...

MÉTHODE D'ACTION



Des organisations agricoles pour apporter de manière durable des services de qualité adaptés aux besoins des paysans.

•ÉDITORIAL DU PRÉSIDENT•

La croissance agricole et le soutien aux producteurs sont aujourd’hui considérés comme le moyen le plus efficace pour faire reculer l’insécurité alimentaire et la pauvreté dans le monde ; mais aussi comme une nécessité face à la croissance démographique et aux effets du changement climatique.

Pour permettre cette croissance agricole, il y a d’une part nécessité pour les pays en développement d’investir dans l’agriculture vivrière, et d’autre part nécessité pour les agriculteurs de ces pays de se regrouper et de s’organiser pour sécuriser le foncier, s’approvisionner en intrants, avoir accès au crédit, commercialiser leurs produits à un prix satisfaisant, etc. Enfin, élément fondamental et qui fait pourtant défaut dans de nombreux pays, les politiques et programmes publics doivent être créateurs d’un environnement propice à cette croissance économique.

L’action de Fert, qui consiste depuis 30 ans, à accompagner les agriculteurs dans la création d’organisations (groupements de producteurs, coopératives, caisses de crédit agricole, mutuelles d’assurance, centres de formation...) leur permettant d’apporter des solutions durables aux problèmes qu’ils rencontrent dans l’exercice de leur métier et la défense de leurs intérêts, est reconnue pour sa pertinence et les résultats qu’elle permet d’atteindre.

En 2012, Fert a coopéré avec 2 OP de niveau national (Adad en Albanie et Fifata à Madagascar), 35 OP/IMF régionales, plus de 1600 OP/IMF locales, et 13 autres organisations : collèges agricoles et comités de gestion de fonds de développement agricole à Madagascar, ONG en République Démocratique du Congo, fondations locales en Biélorussie.

Les actions mises en œuvre ont bénéficié à plus de 110 000 familles dont 61 000 membres des organisations partenaires.



En 2012
les actions mises
en œuvre ont
bénéficié à plus de
110 000 familles

dont
61 000 membres
des organisations
partenaires.

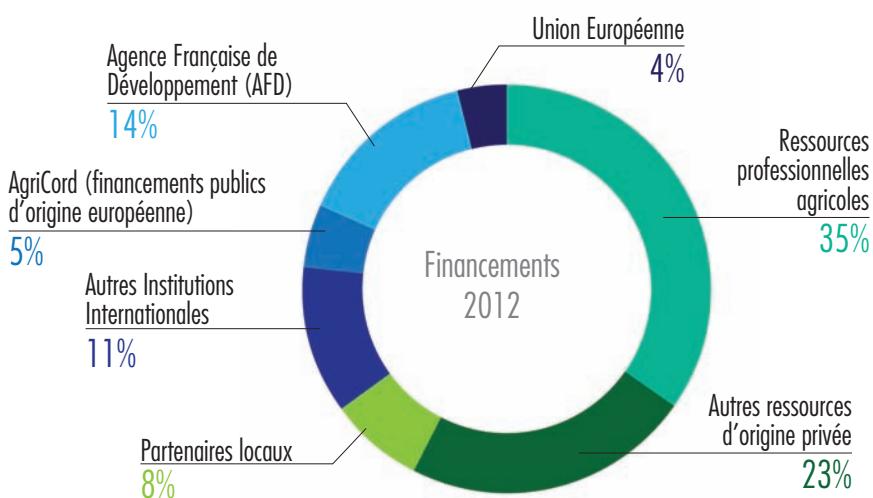
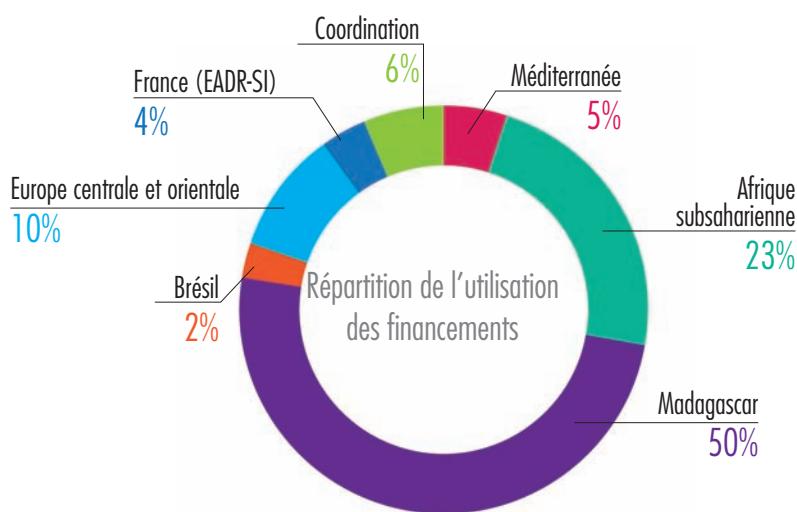
On notera deux faits majeurs pour cette année :

- L’action menée par Fert au Paraná, depuis 20 ans, en collaboration avec plusieurs partenaires alsaciens, est arrivée à son terme avec l’autonomisation d’Unileite, association de services technico-économiques aux éleveurs laitiers du sud-ouest de cet Etat du Brésil. Unileite n’a plus besoin de Fert, signe que nous avons réussi ! Mais nous avons besoin d’Unileite pour apprendre de son expérience et la valoriser dans d’autres contextes.
- En partenariat avec le Conseil national de l’enseignement agricole privé, et en collaboration avec l’Agence française de développement, Fert s’est engagée dans un programme ambitieux de sensibilisation et d’éducation aux questions de développement rural et à la solidarité internationale, à destination des jeunes en formation agricole et de leurs éducateurs. Après les banques alimentaires au tout début de l’action de Fert, retour en France donc car il faut faire « lever la pâte » et cela commence par l’enseignement.

Vous êtes nombreux, en France, en Europe, et dans les 13 pays dans lesquels Fert intervient aujourd’hui, à nous faire confiance. Je vous en remercie vivement pour tous les agriculteurs.

Henri de Benoist

ÉLÉMENTS FINANCIERS



Le budget global mobilisé en 2012 pour les 23 projets conduits dans 14 pays, y compris l'appui apporté depuis la France, est de 4,5 millions d'euros.

Il s'agit du budget total consolidé intégrant également les ressources financières ne transitant pas par les comptes de Fert mais ayant contribué au financement des actions mises en œuvre par Fert en 2012.

Les ressources financières pour l'année 2012 sont pour 34% d'origine publique et pour 66% d'origine privée.

PANORAMA GÉNÉRAL



- Europe centrale et orientale *Albanie, Biélorussie, Géorgie*
- France
- Méditerranée *Maroc, Algérie, Tunisie, Liban*
- Afrique subsaharienne *Burkina Faso, Mali, République Démocratique du Congo, Tanzanie*
- Madagascar
- Amérique latine *Brésil / Etat du Paraná*



Pays	Partenaires	ONG, autres	OP/IMF de niveau			Membres	Autres bénéficiaires
			national	ré régional	local		
Brésil	Unileite			1		170	3 000
Burkina Faso	«Union de producteurs de niébé (Sonmatenga)»		3	117		2 965	
	Fugcom (Bam)		1	4		138	
Mali	AOPP		1				50
RDC	Unitu		1	21		403	2 500
	Cefades	1					
Tanzanie	Usawa		1	37		17 000	
	Groupement locaux			43		1 300	
Algérie	Atupam			1		64	150
Maroc	Coopérative Bouhssoussen			2		40	400
	Groupements locaux Rif			3		140	250
	Ated	1					50
Tunisie	Apad			1		45	150
	Groupes Tahent et Krib			2		14	70
Liban	GAB			1		40	40
Madagascar	Fifata & 8 OPR		1	8	939	18 600	
	Ceffel		1	56		880	320
	Rova		1	12		191	350
	Groupements locaux / CAP	1	3	275		4 515	12 650
	FRDA	3	11	86			21 800
	Collèges agricoles	4					568
	Mutuelle du Mandrare (Fivoy)			1	28	14 100	
	Tiavo			1			
	Ifra	1					
Albanie	Adad			1		380	4 250
	Groupements locaux				15	260	1 300
Biélorussie	RDC Stolin	1				30	250
	IFRD	1					
Géorgie	Groupements locaux				3	40	60
France	Lycées agricoles (élèves)						6 000
Total			13	2	35	1 662	61 315
							54 208

AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

BURKINA FASO

Soutien à la production agricole et à la structuration professionnelle

dans la province du Sanmatenga

Partenaires en 2012 : Unions des producteurs de niébé de Pissila, Dablo et Pensa, Accir, Ntec, Unifa, CFSI/Fondation L'Occitane, Fida

Période : 2011 - 2014

Situation géographique : province du Sanmatenga

Après une campagne 2011-2012 difficile liée à la sécheresse, la campagne 2012-2013 a été bonne avec un rendement moyen de 725 Kg/ha pour le niébé dans la province du Sanmatenga.

Le rendement moyen pour les unions de producteurs de Pissila et Dablo a même globalement augmenté de 10% par rapport à 2010 ; il est en revanche en recul de 30% en moyenne pour l'union de Pensa avec de fortes disparités liées à des poches de sécheresse dans cette zone.

Par ailleurs, les prix du niébé à la récolte atteignent des niveaux jamais observés ces dernières années (311 FCFA/Kg contre 255 FCFA/Kg en 2011 et 200 FCFA/Kg en 2010) et résistent bien après la récolte. **Les producteurs ayant vendu une partie de leur production à la récolte pour faire face à des besoins de trésorerie l'ont fait dans de bonnes conditions. Certains d'entre eux ont investi dans des motos, tandis que d'autres ont stocké leur récolte dans les magasins collectifs, constituant ainsi une épargne mobilisable dans le cadre d'une vente groupée organisée par l'union de groupements de producteurs début 2013.**

La hausse des prix est liée à la forte demande des pays de la sous-région (notamment Nigéria et Bénin), mais aussi à la demande locale tirée par les populations ayant quitté les campagnes pour travailler sur les sites aurifères.

L'année 2012 a été riche en développement. Axées jusqu'en 2011 sur la filière niébé, Fert et Accir ont, à la demande des unions de producteurs, élargi le champ de leurs interventions qui englobent aujourd'hui l'amélioration des techniques de production des céréales (mil, sorgho) et de l'arachide, ainsi que le développement de techniques de conservation des eaux et des sols (demi-lunes, zaï, cordons pierreux...).



137 producteurs pilotes ont été accompagnés en 2012 : 82 producteurs de niébé, 38 producteurs de sorgho et 17 producteurs d'arachide.

3 unions départementales fédérant 117 groupements, soit 2900 producteurs de niébé pour l'essentiel.



- Stockage collectif de niébé (T)
- Rendement moyen de niébé pur (q/ha)
- Rendement moyen de niébé pur des producteurs pilotes (q/ha)



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Partenaires en 2012 : *Unitu (Union provinciale des groupements de producteurs du Nord Kivu), Cefades (Centre d'animation et de formation pour un développement solidaire), AFD*

Période : 2008 - 2012

Situation géographique : *région du Nord Kivu*



Soutien à la Fugcom pour le développement de la production maraîchère dans la province du Bam

Partenaires en 2012 : *Fugcom (Fédération d'unions de groupements et de coopératives maraîchères)*

Période : 2012 - 2013

Situation géographique : *province du Bam*

Un rapprochement avec la Fugcom a permis le démarrage d'une première phase pilote de soutien à cette fédération provinciale de coopératives maraîchères au travers d'actions ciblées auprès de 4 groupements de producteurs : amélioration des itinéraires techniques des cultures d'oignon, tomate, chou et piment.

La Fugcom regroupe 8 unions et 3 coopératives. Elle compte plus de 3 000 membres dont près d'un tiers de femmes. L'ensemble de ses membres cultive une superficie totale de 870 ha pour une production d'environ 20 000 tonnes de produits maraîchers par an.



Jeune union de producteurs, l'Unitu évolue dans un contexte difficile où les organisations paysannes tendent plus à se constituer par opportunité pour capter les dons des organisations humanitaires que pour le partage d'objectifs de travail communs.

En 2012, les 21 groupements membres de l'Unitu (400 producteurs), localisés dans différentes zones agro-écologiques homogènes, ont poursuivi le développement de leurs activités de production vivrière (maraîchage, fruits, petit élevage) et de stockage, transformation et commercialisation des produits agricoles de rente (manioc, riz, café, huile de palme).

En parallèle, Fert a aidé le Cefades à renforcer son offre de formations professionnelles artisanales et agricoles avec la définition de modules précis et le doublement du nombre de participants accueillis en provenance des zones rurales ; une centaine de jeunes ont ainsi été formés aux métiers de l'artisanat en 2012. Au terme d'un projet de 4 ans mis en œuvre par Fert et cofinancé par l'AFD, une évaluation externe a été confiée au cabinet South Research. Compte tenu notamment du contexte sécuritaire et au regard de la durabilité des résultats atteints, et bien que Fert ait décidé de se retirer de la zone après 17 ans d'appui aux producteurs du Nord Kivu, les conclusions de cette étude seront utiles au Cefades, à l'Unitu et à l'Université catholique du Graben dans la poursuite de leurs actions.



TANZANIE

Fin 2012, Usawa fédère 37 Saccos (dont 31 sont actionnaires d'Usawa aux côtés de Fert) qui offrent des services financiers (épargne et crédit) à 17 000 sociétaires.

L'épargne totale s'élève à 1,9 millions d'euros et l'encours de crédit est de 2,3 millions d'euros.

Electrification et informatisation des Saccos : 4 nouvelles caisses locales ont été informatisées grâce à l'installation d'un système d'électrification solaire.

Accompagnement de l'institution financière Usawa jusqu'à son autonomie

Partenaires en 2012 : Usawa, Agricord / DGD (coopération belge), Fondation Poweo, Sidi (Solidarité internationale pour le développement et l'investissement)

Période : 2012 - 2015

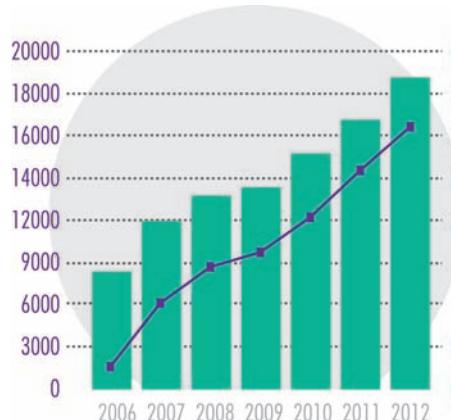
Situation géographique : régions Kilimandjaro et Arusha

Fert accompagne Usawa, institution financière mutualiste, dans son développement depuis sa création en 2006.

Usawa développe des formations pour l'ensemble des acteurs (leaders, employés, membres) ; elle assure par ailleurs des fonctions de contrôle de gestion et d'inspection comptable des Saccos et gère un fonds de crédit qui permet leur refinancement.

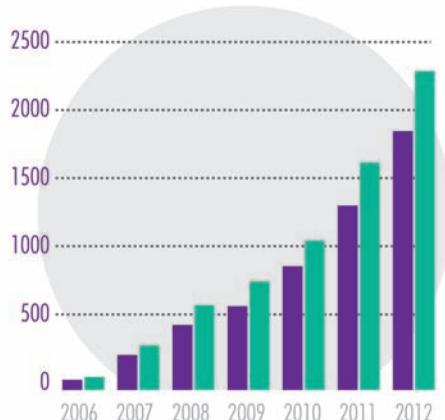
En 2012, Fert a mobilisé différents financements, notamment auprès de la Sidi avec qui un accord a été signé pour le refinancement d'Usawa à hauteur de 100 000 € sur 2 ans, et avec la fondation Poweo pour l'électrification solaire de caisses locales en vue de leur informatisation.

Impact d'Usawa dans les régions Arusha et Killimandjaro



- Nombre de sociétaires (familles)
- Nombre de Saccos (caisses locales)

Actifs financiers



- Parts sociales + Epargne (eq. K€)
- En cours de crédit (eq. K€)



Développement agricole dans les régions Arusha et Kilimandjaro

Partenaires en 2012 : Ambassade de France en Tanzanie / FSD (Fonds social de développement), AgriCord (financement finlandais)

Période : 2009 - 2012

Situation géographique : régions Arusha et Kilimandjaro

L'action vise le renforcement des compétences techniques et de gestion des agriculteurs des régions Arusha et Kilimandjaro suivant trois niveaux d'accompagnement complémentaires :

- **appui technique** pour l'amélioration de la qualité et l'accroissement de la quantité des produits agricoles,
- **amélioration de la gestion à l'échelle de l'exploitation** (approche économique et financière),
- **développement de services communs utiles aux membres** (vaccination des bovins laitiers, équipement collectif pour le traitement post-récolte du café, gestion commune d'une motopompe, etc.).



43 groupements, soit environ 1 300 producteurs (dont 60% de femmes) ont participé à des formations et des visites d'échanges organisées et animées par Fert autour des productions prioritaires identifiées par chaque groupe (élevage de volailles, bovins et caprins, maraîchage, cultures de pomme de terre, de café...).

MADAGASCAR



Accompagnement de Fifata et de ses OP régionales dans le développement de services à l'agriculture

Partenaires en 2012 : Fifata et ses OPR, AFD, Groupama

Période : 2010 - 2012

Situation géographique : régions Alaotra Mangoro, Amoron'i Mania, Bongolava, Haute Matsiatra, Itasy, Menabe, Sofia, Vakinankaratra



Suite à un important travail d'appui à la bonne gouvernance et à la vie associative réalisé en 2011, l'année 2012 a été marquée par la consolidation des services aux producteurs, en particulier :

- **La santé animale** : visites d'échange, formations, sensibilisation (posters), capitalisation d'expériences (rapports d'analyse et film) ... Au-delà de la vaccination (50 vaccinateurs formés, 102 000 vaccins administrés), on note le développement des soins aux animaux (25 000 soins alors que l'activité était peu pratiquée les années précédentes) ;
- **Le stockage des produits agricoles** : construction de bâtiments en matériaux locaux, réalisation d'un film pédagogique en appui à un guide de construction, visite d'échange ...
- **La formation des agriculteurs** (3500 formations en 2012), ainsi que des élus et techniciens d'OP.

En partenariat avec Groupama, Fert et Fifata ont poursuivi le diagnostic engagé en 2010 sur les questions d'assurance agricole et de solidarité entre producteurs, avec la réalisation de 10 réunions de groupes témoins en complément des 985 enquêtes réalisées en 2010 / 2011 dans les régions Vakinankaratra et Bongolava et 863 enquêtes dans les 6 autres régions d'intervention de Fifata.

Fert a aussi accompagné Fifata dans l'amélioration de sa communication interne et externe ; la création d'un site internet (www.fifata.com) mis en ligne fin 2012, devrait en particulier contribuer à sa notoriété.

L'année 2012 constituant la 3ème et dernière année d'un projet de 3 ans cofinancé par Fifata, Fert et l'AFD, les partenaires ont souhaité, au-delà de l'évaluation externe de fin de projet, engager une réflexion stratégique.

Une mission d'audit de Fifata et de ses membres, réalisée en milieu d'année, a



Fin 2012, après l'adhésion de 3 nouvelles OP, Fifata fédère 11 OP régionales soit environ 900 OP de base rendant des services et représentant plus de 18 000 familles.

permis de mettre en débat des questions fondamentales : articulation des rôles entre Fifata et ses membres, poids de Fifata dans les réflexions sur les enjeux du développement du monde rural, relation entre OPR et OP de base, relation entre Fifata et les autres organisations dont elle est à l'origine (Cecam, Ceffel, collèges agricoles), pérennité financière, évolution nécessaire des partenariats ... A l'issue de cet audit, un accompagnement de Fifata dans les premières phases d'élaboration d'un plan stratégique a été réalisé pour lancer Fifata dans cette démarche. Ce travail, nouveau pour Fifata, est nécessairement long mais montre déjà des résultats positifs : un comité stratégique associant des élus et des techniciens a été mis en place ; l'Assemblée Générale fin 2012 s'est tenue dans le respect de la bonne gouvernance et a abouti à un « changement de Président dans la continuité » ; un premier document stratégique a été produit ...

Évaluation du Projet Services

L'évaluation finale du « Projet Services » confiée à l'Iram, met en évidence les défis à relever en termes de consolidation des services, d'autonomisation de certaines OPR et d'actions de plaidoyer. Fifata devra s'appuyer sur ses points forts (mise en réseau, fourniture de services, gestion organisationnelle) pour continuer à développer certains services aux membres (santé animale, foncier, stockage ...), réfléchir à la mise en place de services innovants (migration, caisses de solidarité ...) et renforcer sa fonction syndicale sur des sujets comme le foncier, la migration, la santé animale ou encore la formation agricole.



Formation initiale agricole

Partenaires en 2012 : Fifata, Cneap (Conseil national de l'enseignement agricole privé), Un filleul pour Madagascar, AFD / projet BVPI SE-HP (Bassins versants périphériques Sud Est – Hauts plateaux), MinAgri, Fondation BOA (Bank of Africa), ESF (Électriciens sans frontières) Haute Normandie

Période : 2012 - 2015

Situation géographique : régions Amoron'i Mania, Haute Matsiatra, Menabe, Sofia

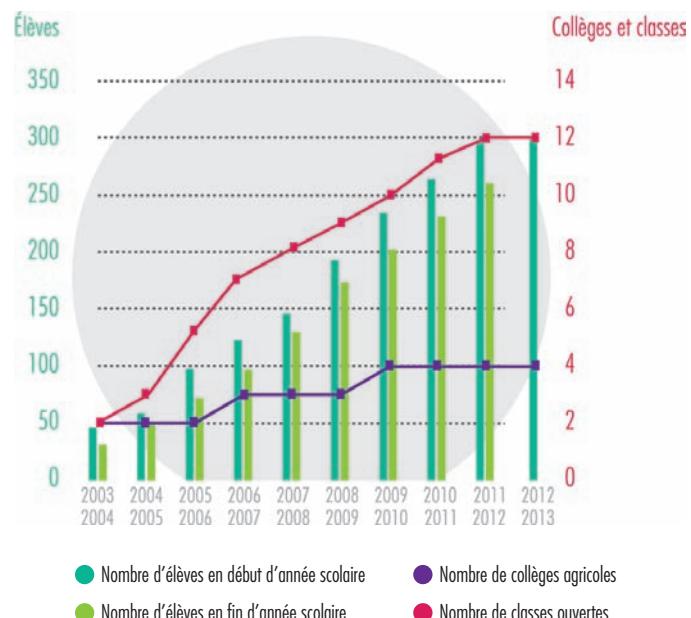
L'action a connu deux évolutions importantes marquant le début d'une nouvelle étape pour le réseau des collèges avec, d'une part, la constitution d'un comité paysan inter-régional associant des représentants des collèges aux responsables de Fifata et Fert pour le suivi et l'orientation globale de l'action, et d'autre part le recrutement d'un cadre malgache chargé de coordonner l'action et de représenter le réseau des collèges agricoles vis-à-vis des tiers.

Une mission d'appui à l'amélioration du référentiel pédagogique effectuée avec le Cneap a permis la réorganisation du parcours de formation pour le rendre davantage pluridisciplinaire sur l'ensemble du cursus et intégrer deux nouveaux modules concernant l'agro écologie et la gestion d'activités post-récolte (stockage et première transformation des produits agricoles).

En collaboration avec l'ONG ESF Haute-Normandie, l'électrification solaire du collège d'Ambalavao a été réalisée. Les quatre collèges bénéficient désormais d'une électrification permettant de bonnes conditions de travail pour les équipes pédagogiques et les jeunes en formation.

Enfin, Fert a poursuivi son soutien à Fifata et au comité paysan inter-régional afin qu'ils soient en mesure de défendre la formation au métier développée par les collèges agricoles dans le cadre de la Stratégie nationale de formation agricole et rurale, approuvée lors du conseil du gouvernement le 3 avril 2012.

Nombre de jeunes en formation dans les collèges agricoles



De 2002 à 2012, plusieurs étapes ont été franchies :

- Elaboration et amélioration continue du référentiel pédagogique ;
- Mise en place d'un cursus de formation de formateurs et renforcement continu des compétences des équipes pédagogiques ;
- Création et développement progressif de 4 collèges agricoles ;
- Animation d'une dynamique professionnelle locale par la mise en place et l'animation de comités paysans ;
- Mise en place d'un dispositif d'insertion des jeunes agriculteurs.



Insertion professionnelle des jeunes agriculteurs

Partenaires en 2012 : Fifata, Fondation Addax et Oryx

Période : 2012 - 2015

Situation géographique : régions Amoron'i Mania, Haute Matsiatra, Menabe, Sofia



Un dispositif pilote d'accompagnement des jeunes a été mis en place sur la période 2009-2011 et a concerné 99 jeunes sortis entre 2007 et 2010 des collèges agricoles de Befandriana (Sofia), Bezezika (Menabe) et Ambalavao (Haute Matsiatra).

Dans le cadre d'un nouveau partenariat avec la fondation Addax et Oryx, le dispositif a été étendu au 4ème collège d'Ambondromisotra (Amoron'i Mania) en 2012 et a été renforcé

avec le recrutement d'un animateur spécialisé. Au cours de l'année, plusieurs rencontres des jeunes paysans formés ont été organisées au niveau régional dans les différents collèges, et pour la première fois à un niveau inter-régional en juillet 2012, en marge du regroupement annuel du réseau des collèges agricoles.

Plus largement, il s'agit d'accompagner les jeunes, de façon dégressive sur 3 ans, par la présence d'un conseiller agricole par région, mais également de permettre à ces jeunes de bénéficier d'une subvention coup de pouce (en nature) pour les aider à démarrer leur projet. Environ 240 jeunes seront concernés par ce dispositif d'insertion professionnelle d'ici 2015.



Formation de conseillers agricoles

Partenaires en 2012 : Fifata, Ceffel

Période : 2012 - 2014



Au cours de la période 2008-2011, et après identification d'une réelle carence en matière de formation au métier de conseiller agricole, Fert a mis en place et testé deux cursus de formation : une formation longue de 11 mois pour des stagiaires « jeunes diplômés », et une formation en alternance de 7 semaines pour des conseillers agricoles en activité ; 155 conseillers agricoles ont été ainsi formés.

En 2012, Fert a engagé un travail de capitalisation de ses activités de formation au conseil agricole. Il a pour objectif principal de consolider et professionnaliser les activités de formation pour en assurer la pérennité et garantir leur qualité.

Par ailleurs, dans le cadre de la [participation de Fert à l'atelier de réflexion pour l'amélioration de la durabilité des démarches de conseil aux exploitations familiales en Afrique \(13 - 15 novembre 2012, Bohicon, Bénin\)](#), l'équipe « Formation de conseillers agricoles » s'est fortement impliquée dans :

- la préparation du voyage d'études au Burkina Faso et au Bénin de deux techniciens malgaches ;
- l'animation d'une réflexion sur la base de consignes proposées par le Cirad et visant notamment la production d'une note d'analyse et de posters relatant l'expérience de Fert à Madagascar dans le champ du conseil agricole et de la formation au métier de conseiller agricole.





Formation de leaders et responsables agricoles

Période : 2012 - 2013



La formation des futurs responsables agricoles : capitalisation des acquis de FORMAGRI Madagascar

Suite à une demande croissante des organisations agricoles malgaches, et compte tenu de l'absence de réponse adéquate sur le marché, Fert a décidé de relancer en 2012 un travail sur la formation des leaders et responsables agricoles en s'appuyant notamment sur le travail de capitalisation des acquis de Formagri, institution de formation créée à l'initiative de Fert, réalisé en 2010.

Une mission d'expertise de Fert a permis de rencontrer les principaux acteurs (OP, formateurs...) pour mieux saisir les nouveaux enjeux de la formation de leaders et tirer les leçons du passé. Il en ressort que :

- la relève des leaders paysans actuels est un enjeu qui préoccupe les organisations paysannes, sans qu'elles aient réellement mis en œuvre des actions significatives dans ce sens ;
- des acquis importants existent en termes de formation, mais on constate des carences, en amont pour l'identification des leaders, et en aval pour l'accompagnement « post-formation ».



Sur la base de ce constat, des actions ont été entreprises à plusieurs niveaux :

- la formation de jeunes futurs leaders, en lien avec les jeunes sortants des collèges agricoles ;
- la formation des responsables d'OP de base (niveau local) pour faire progressivement émerger une nouvelle génération de leaders reconnus comme « modèles » sur leurs exploitations ;
- la formation des leaders d'organisations professionnelles agricoles de niveaux régional et national ;
- la formation et l'accompagnement/conseil des techniciens malgaches engagés dans des organisations de services aux agriculteurs (fédérations d'OP, coopératives, unions de filières ...).

Un premier bilan de ces actions pilotes est prévu en 2013 pour une possible extension/diffusion des actions auprès d'autres partenaires.



CAP Malagasy pour un conseil agricole de proximité

Période : 2012

Situation géographique : régions Amoron'i Mania, Haute Matsiatra, Ihorombe

Dans la continuité des activités de conseil agricole, successivement financées par les projets Sud (2004-2008) et Aropa (2009-2011), les responsables d'activités des trois régions sud concernées (Amoron'i Mania, Haute Matsiatra, Ihorombe) ont souhaité professionnaliser l'activité de conseil par la mise en place d'une structure malgache de conseil agricole de proximité : CAP Malagasy. L'année 2012 a été consacrée au renforcement des actions de conseil et à l'approfondissement de la réflexion sur la forme juridique et l'organisation de cette structure émergente.

Des avancées importantes ont été constatées en termes de développement des services :

- amélioration du stockage des produits agricoles,
- conseils, formations, échanges, et démonstrations avec les producteurs,
- mesure des effets des activités de conseil.

Une réflexion a été amorcée pour l'amélioration de la démarche de conseil sur les aspects économiques, encore peu développés.

Par ailleurs, la dynamique de structuration autour des filières a progressé en 2012 avec la création ou le développement de :

- **25 unions communales filières** (riz, poulet, maraîchage...);
- **3 unions régionales filières** (pisciculture, pomme de terre, oignon, poulet) représentant 1300 membres bénéficiant du soutien de 28 paysans relais et 3 techniciens spécialisés ;
- **Une progression des services** (vaccination des volailles, approvisionnement en semences, etc.) gérés de façon autonome par les organisations de filières.



Fin 2011, la Délégation de l'Union européenne à Madagascar avait lancé un appel à projets dans le cadre de son programme thématique de sécurité alimentaire.

Le projet présenté par Fert en partenariat avec Fifata (Pronut : Accompagner les changements de pratiques chez les petits producteurs pour améliorer durablement la PROduction agricole et la NUTrition des populations vulnérables) a été sélectionné. Il permettra, sur la période 2013-2015, de poursuivre et développer les actions engagées dans les 3 régions d'intervention de Cap malagasy et de les étendre à la région Vakinankaratra.



25 agents dans
17 communes de
3 régions. Près de de
275 OPB accompagnées,
soit 3 200 membres et
13 000 bénéficiaires de
l'action de conseil.



Développement de la filière fruits et légumes dans le cadre de l'association Ceffel

Partenaires en 2012 : Fifata, Ceffel (Centre d'expérimentation et de formation en fruits et légumes), Université de Turin (Projet Bird : Biodiversity Integration and Rural Development), Bonduelle

Période : 2012 - 2015

Situation géographique : régions Itasy et Vakinankaratra principalement

L'accompagnement de proximité réalisé par 3 animateurs de l'association Ceffel a permis le suivi de 56 OP regroupant 880 producteurs. Ils assurent l'animation de la vie associative, l'appui à l'élaboration des programmes de travail annuels et l'accompagnement au montage de projets. Une réflexion a été amorcée pour faire évoluer le métier de ces animateurs vers des actions ciblées par filière qui permettront le regroupement des producteurs autour d'intérêts communs et d'actions collectives (approvisionnement en semences, équipements...).

13 expérimentations ont été conduites au cours de la campagne 2011-2012 au centre Ceffel. Elles ont permis l'étude de l'adaptation de variétés de tomates et de salades. Dans le domaine de la fertilisation, de nouveaux protocoles ont été mis en place pour étudier l'intérêt agronomique du lombricompost et d'engrais volcaniques.

Le Siel (Service d'information économique des légumes) maintient son ancrage régional. Des synergies se sont développées avec les fédérations régionales d'organisations paysannes membres de Fifata ; 5 d'entre elles contribuent à la collecte et à la diffusion des prix.

Dans le cadre de la poursuite du partenariat avec l'Université de Turin, un nouveau verger de fruits tempérés a été créé et un prototype de séchoir solaire pour fruits et légumes a été testé.

Enfin, la journée Portes Ouvertes du 31 mars sur le thème « Synergies possibles entre les acteurs de la filière » a connu un franc succès avec près de 400 participants.

Le centre Ceffel a réalisé 17 sessions de formation pour plus de 300 stagiaires. Il a accueilli plus de 1 300 visiteurs au cours de l'année 2012.

Réflexion en vue d'un projet de développement de la filière légumes

En partenariat avec l'entreprise Bonduelle, une étude a été menée de janvier à novembre 2012 afin d'identifier les facteurs de blocage et les opportunités de développement de la filière légumes sur les Hautes Terres de Madagascar.

Cette étude a permis une réflexion prospective de Fert et de ses partenaires (Ceffel et Fifata) autour des axes suivants :

- **Intervention spécialisée filière** (pomme de terre, tomate, oignon principalement) sur les aspects de formation, expérimentation et conseil auprès des acteurs professionnels déjà organisés (fédérations, unions filières...);
- **Amélioration des dispositifs d'information et de suivi-évaluation des productions** (volumes, répartition géographique, prix...) en valorisant mieux les nouvelles technologies de l'information ;
- **Amélioration des relations** entre l'amont (producteurs et OP) et l'aval (collecteurs, grossistes, marchés...) ;
- **Amélioration de la maîtrise des conditions d'approvisionnement** en intrants et de traitement des productions maraîchères.





Accompagnement de Rova, Union des coopératives laitières du

Vakinankaratra

Partenaires en 2012 : Rova, AFD, BVPI SE-HP, Afdi Haute-Savoie, BTPL (Bureau technique de promotion laitière)

Période : 2012 - 2015

Situation géographique : région Vakinankaratra

Un renforcement de l'esprit coopératif au sein de l'union de coopératives laitières Rova, via la formation des membres et élus a été l'une des actions fortes de 2012. Elle a notamment contribué à l'exclusion des coopératives peu actives et peu investies dans Rova, soit 8 au total.

Le travail d'appui aux éleveurs s'est poursuivi via des formations, conseils, visites d'échanges, bulletin de liaison, fiches techniques mais aussi des émissions radios et la réalisation de deux films de sensibilisation destinés aux membres et autres éleveurs laitiers de la région afin de favoriser l'adhésion de nouveaux éleveurs. Le développement et l'animation du réseau d'éleveurs pilotes (17 en 2012) a permis à Rova d'acquérir des références technico-économiques liées aux pratiques innovantes adoptées. Les services d'appui en santé animale et alimentation ont été renforcés avec le développement de l'activité d'approvisionnement en foin et provende de qualité.

Une 4ème mission d'expertise confiée au directeur adjoint du BTPL a permis de renforcer les compétences des techniciens en termes d'accompagnement technico-économique des exploitations et d'animation de réunions et visites d'échange entre éleveurs.

Dans le contexte général de crise politique et économique qui touche particulièrement la filière lait depuis 2009, mais aussi du fait de problèmes de gestion interne à Rova, 2012 a été marquée par un sérieux déficit d'approvisionnement en lait de sa laiterie créée en 2007 (environ 700 l/jour collectés et transformés en 2012 pour un objectif de rentabilité qui se situe autour de 1500 l/j).

Du fait des problèmes de gouvernance interne à l'union de coopératives et d'une relation partenariale dégradée entre Fert et Rova, le projet Prolait (Produits laitiers pour tous) dont le financement a été obtenu par Fert auprès de l'AFD a été retardé dans sa mise en œuvre ; la convention de financement entre l'AFD et Fert a été signée fin juillet 2012 et les activités n'ont démarré que très progressivement.



En 2012, Rova compte 12 coopératives de base soit près de 200 éleveurs membres.

Développement de Fonds Régionaux de Développement Agricole (FRDA)

Partenaires en 2012 : Fifata, Minagri, AFD, Helvetas Swiss Intercooperation, Afdi

Période : 2012 - 2014

Situation géographique : régions Amoron'i Mania, Menabe, Vakinankaratra

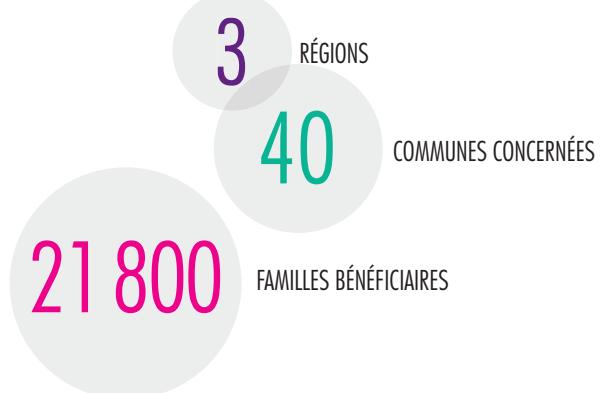
Fert a été sélectionnée en 2008, par la Délégation de l'Union Européenne à Madagascar, pour la mise en place, en partenariat avec Fifata et Afdi, de FRDA pilotes dans les régions Amoron'i Mania et Menabe. Cette action a débuté en février 2009 et s'est achevée en décembre 2011. L'évaluation finale, conduite conjointement avec Afdi et Care, a recommandé l'adoption par l'Etat de cet outil financier, la mise en place du FDA au niveau national, et l'accompagnement des FRDA existants.

En 2012, en lien étroit avec le Minagri, l'appui aux comités régionaux d'orientation et d'allocation (Croa) pour le développement des FRDA s'est poursuivi dans les deux régions ; au cours du seul 1er trimestre pour la région Amoron'i Mania (le relais ayant été pris ensuite par le bureau d'études Best dans le cadre du projet Aropa) et sur l'ensemble de l'année pour la région Menabe.

Forte de son expertise, Fert a été retenue comme opérateur pour la mise en place d'un FRDA dans la région Vakinankaratra. L'action a démarré en juillet 2011 sur financement d'Helvetas Swiss Intercooperation, qui sera relayé par le Minagri à partir de juin 2013. Le fonds de développement (1 million d'euros) est lui financé par l'AFD.

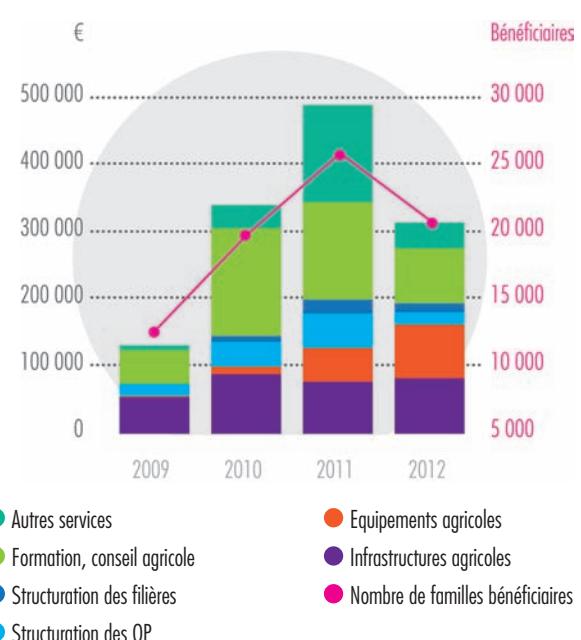
Dans les trois régions, Fert a cherché à développer davantage le partenariat avec les institutions de microfinance, notamment Cecam, pour le cofinancement d'équipements agricoles individuels au travers des mécanismes mis en place par ces institutions financières en zones rurales.

Enfin, Fert et Fifata se sont fortement impliquées, au côté de la Coordination Nationale du FDA sur l'ensemble des travaux conduits à l'échelle nationale : harmonisation des FRDA, actualisation du manuel de procédures, mise en place du FDA, etc.



Répartition des subventions allouées (en €)

310 000 € accordés en 2012 par les comités des 3 régions pour 182 projets d'infrastructures et d'équipements agricoles, de formation et de conseil, de structuration d'organisations professionnelles et de filières.



ICAR

Développement des services financiers dans les régions sud de Madagascar

Partenaires en 2012 : Caisse régionale du Crédit Agricole du Nord-est, de Centre Loire, et de La Réunion, Ifra (Institution financière de la Région Anosy), Mutuelle du Mandrare / Fivoy, Tiavo, AFD

Période : 2012 - 2014

Situation géographique : régions Amoron'i Mania, Androy, Anosy, Atsimo Andrefana, Atsimo Atsinana, Haute Matsiatra, Ihorombe, Vatovavy Fitovinany

Moisson à Tsivory en mai 2012



Un décortiqueur à paddy financé en Location Vente Mutualiste



Stockage de paddy en Grenier Commun Villageois (crédit GCV)



Icar (Internationale de crédit agricole et rural), a été créée en 1999 par Fert et la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Nord-Est, pour prendre le relais de Fert dans son appui au développement du réseau des Cecam à Madagascar, et mener à bien la phase d'autonomisation de ce réseau jusqu'en 2005. Icar est aujourd'hui constituée par Fert, les Caisse régionales de crédit agricole du Nord-Est, de Centre Loire et de la Réunion, et l'association Crédit Agricole Solidarité et Développement.

De 2006 à 2008, l'action d'Icar à Madagascar s'est élargie et a permis de faire émerger un nouveau réseau de microfinance, Fivoy, autour de la Mutuelle du Mandrare, dans la région Anosy (Sud-Est du pays) et de soutenir le développement et le redéploiement du réseau Tiavo dans les régions de l'ex province de Fianarantsoa. Depuis 2007, l'action d'Icar s'appuie sur l'institution financière régionale de la région Anosy (Ifra), créée en 2007 avec des partenaires malgaches.

Sur la période 2012-2014, l'action d'Icar vise la poursuite de l'appui technique et financier au réseau Fivoy (26 communes servies dans 2 régions en 2012), l'accompagnement du réseau Tiavo dans son développement (104 communes servies dans 5 régions en 2012), et le développement des capacités locales de soutien technique et financier aux IMF et aux PME par l'Ifra (une vingtaine de chefs-lieux de districts dans 7 régions en 2012).

Au total, par l'intermédiaire des 3 institutions financières ce sont environ 105 000 familles et 637 PME qui ont bénéficié de services financiers en 2012 : 14 900 prêts réalisés pour un total de 27 milliards d'Ariary (9,6 millions d'euros).

Les moyens de l'Ifra

Les moyens de l'Ifra ont été renforcés en 2012 pour soutenir les capacités de financement direct et à travers les IMF partenaires grâce à :

- La signature le 27 avril 2012 de deux conventions entre l'AFD et l'Ifra portant sur un prêt de 950 000 euros à des conditions concessionnelles et une subvention pour l'assistance technique et la formation ;
- L'augmentation de capital de l'Ifra, porté de 1 milliard d'Ariary à 2,8 milliards d'Ariary avec élargissement du nombre d'actionnaires (accroissement de 33 à 41 actionnaires, majoritairement locaux) ;
- Le renforcement des capacités des élus mutualistes Fivoy et Tiavo et des salariés par un programme de formation dans le cadre de la coopération régionale avec la Caisse Régionale de Crédit Agricole de La Réunion.

ENTRETIEN AVEC



PIET VANTHEMSCHE (PRÉSIDENT), ET IGNACE COUSSEMENT (DIRECTEUR) D'AGRICORD

AGRICORD



Depuis sa création en 2003, que devient le réseau AgriCord ?

PV : Ces 10 premières années d'existence sont notamment caractérisées par la reconnaissance croissante du rôle des organisations de producteurs et de la pertinence du partage d'expériences entre professionnels de l'agriculture. Nos confrères du Sud apprécient notre démarche de développement unique. Ils nous assistent d'ailleurs maintenant dans la structuration de notre programme à travers leurs conseils lors de notre comité d'orientation.

IC : Le partage d'expériences entre professionnels paraît effectivement être une évidence lorsque nous évoluons dans le domaine agricole mais ce n'est pas forcément le cas dans le monde plus vaste du développement.

Le réseau est en constante évolution tant au niveau de ses membres que de ses financeurs. La montée en nombre des gouvernements qui soutiennent notre programme Paysans Contre(nt) la Pauvreté mis en place en 2007, démontre cette reconnaissance de notre travail. Et depuis plus récemment, la Commission européenne soutient notre programme en Afrique.

Pour AgriCord, quels ont été les événements à retenir pour l'année 2012 ?

PV : Un des points marquants de cette année 2012 est l'instabilité des prix agricoles qui perdure. Il reste difficile de maîtriser le prix des denrées alimentaires et la nouvelle crise qui a eu lieu dans la région du Sahel en est un triste exemple. Pour les organisations paysannes, il est primordial de trouver des solutions pour que les paysans puissent faire face à cette instabilité. Et face à leurs propres difficultés de maîtriser tous les paramètres qui entrent en jeu, les organisations de producteurs demandent encore davantage de soutien de la part de leurs confrères au Nord afin de trouver ensemble des solutions.

IC : Un point essentiel à souligner est effectivement le rôle que les organisations de producteurs des pays en développement peuvent jouer. L'étendue des activités des agri-agences en 2012 montre notamment que les compétences des organisations de producteurs avec lesquelles nous travaillons, compétences définies par les organisations de producteurs elles-mêmes, restent d'actualité.

En quoi une agri-agence comme Fert contribue-t-elle à renforcer le réseau ?

Comment peut-elle contribuer davantage au programme « Farmers fighting poverty » ?

IC : La spécificité de Fert est son approche filière et économique de par ses organisations constitutives. La quantité et la qualité de l'expertise qui s'y trouve, ajoutées à la longévité des relations qu'elle entretient avec ses partenaires du Sud, font de Fert un membre qui trouve bien sa place dans notre réseau.

C'est en développant, consolidant et partageant son savoir-faire que Fert contribue au réseau. Fert doit également continuer son excellent travail de mobilisation des organisations professionnelles agricoles françaises et d'écoute des besoins de leurs collègues dans les pays en développement.

Quels sont les grands projets en germe actuellement au sein d'AgriCord ?

PV : Nous cherchons principalement à mettre en place un mécanisme stable d'appui aux organisations de producteurs. Nous souhaitons travailler dans la durée et éviter de tomber dans l'écueil des programmes ou projets de courte durée. Pour cela nous cherchons à convaincre un nombre important de bailleurs de fonds, et leur démontrons que l'appui aux organisations de producteurs mérite d'être financé parce qu'il délivre de réels résultats en termes d'impact.

IC : Démontrer l'impact est effectivement un des projets importants que nous menons actuellement. Nous souhaiterions notamment accompagner les organisations de producteurs du Sud pour qu'elles s'approprient cette problématique.

Nous souhaitons également développer davantage notre capacité à être « provocateurs de débats ». Les leaders des organisations de producteurs des pays en développement nous demandent de rencontrer les leaders des organisations du Nord pour débattre de sujets tels que l'accès aux terres, la gestion de l'eau, le métier d'agriculteur, les jeunes agriculteurs, etc. Nous pensons que les agri-agences sont bien placées pour être force de propositions de thèmes et facilitateurs de rencontres.

AgriCord est le réseau international des agri-agences. Ce sont des agences de coopération au développement qui sont mandatées par les organisations agricoles et rurales de leurs pays.

Elles ont pour mission de renforcer les organisations de producteurs des pays en développement. AgriCord regroupe actuellement 10 agri-agences membres et 3 organisations agricoles membres associés, basées dans 11 pays. Les agri-agences ont pour conviction que des organisations de producteurs plus fortes contribuent à :

- une plus grande démocratie (de meilleures institutions)
- une croissance économique forte (de meilleurs services aux agriculteurs)
- une meilleure distribution des revenus (un engagement plus important des petits exploitants).

Piet Vanthemsche est président du Boerenbond (Union belge des agriculteurs) depuis 2008, et vient d'être réélu pour un deuxième mandat de 5 ans. Il est président d'AgriCord depuis 2010. Vétérinaire de formation, il a dirigé différents départements ministériels fédéraux, avant de devenir chef de cabinet du Ministre belge de l'Agriculture, puis président du Boerenbond. Il est président du Conseil consultatif stratégique pour l'Agriculture et la Pêche en Flandre, et membre du Conseil d'Administration de l'Agence Européenne de Sécurité Alimentaire.

Ignace Coussement est administrateur délégué d'AgriCord depuis 2003. Agronome, il a enseigné l'économie agricole au Maroc, puis a travaillé en tant que responsable de programme pour des ONG de développement rural, et en tant que conseiller pour la coopération Internationale au Boerenbond.



Éducation au développement rural et à la solidarité internationale (EADR-SI) dans les lycées d'enseignement agricole privé

Partenaires : Cneap, Ifeap, AFD

Période : 2011 - 2013

Situation géographique : France

Le projet Éducation au développement rural et à la solidarité internationale (EADR-SI) a démarré en janvier 2012. Cofinancé pour une durée de 18 mois par l'AFD, il repose sur la complémentarité des compétences de trois partenaires : Fert, pour son expérience dans le domaine du développement agricole, le Cneap, pour ses compétences en matière d'éducation et l'Iféap, son institut de formation.

La création et la mise en œuvre d'une formation à l'EADR-SI a été la principale activité des dix premiers mois de l'année 2012 ; quatre modules de formation ont été conçus et réalisés en partenariat avec l'Iféap. Cette formation a facilité la constitution d'un réseau de 20 « correspondants régionaux en EADR-SI » (personnes ressources comptant parmi les éducateurs des lycées agricoles du Cneap). La formation leur a permis de mieux appréhender la notion de « développement » et d'identifier des ressources et acteurs impliqués dans ce secteur, d'apprendre à mettre en place des actions d'EAD et à les évaluer. De nombreux acteurs sont intervenus lors de ces temps de formation : AFD, Afdi, DGER/Breci, Cités Unies France, CCFD Terre Solidaire, Guilde Européenne du Raid, Scouts et Guides de France, Fert, etc.

Une bourse aux projets a également été mise en place. Elle vise à encourager les initiatives des jeunes dans les lycées agricoles du Cneap, en matière de développement rural et de solidarité internationale.

Au total 17 projets ont été sélectionnés (sur 25 présentés) pour un montant total de 21 660 euros.

Afin de mettre en pratique les acquis de leur formation et de communiquer sur la création du réseau EADR-SI, les correspondants régionaux ont organisé une journée-événement dans leurs régions respectives lors de la Semaine de la Solidarité Internationale du 17 au 25 novembre 2012.



MÉDITERRANÉE



MAROC

Conservation de sols et sécurité alimentaire : une préoccupation

commune pour les agricultures paysannes du Maroc et du Mali

Partenaires en 2012 : AFD, Afdi Touraine, Irstea

- Au Maroc : ENA de Meknès, IAV Hassan II de Rabat, Ated Chefchaouen (Association Talassemte pour l'environnement et le développement), DPA (Direction provinciale de l'agriculture) de Chefchaouen et de Khenifra, Coopérative agricole de Bouhsoussen.

- Au Mali : AOPP (Association des organisations professionnelles paysannes) de Sikasso, CEMK (Coopérative des exploitations mécanisées de Koutiala), IER (Institut d'économie rurale)

Période : 2010 - 2012

Situation géographique :

- Au Maroc : régions de Khenifra et Chefchaouen

- Au Mali : régions de Sikasso et Koutiala

Avec un certain décalage dans la programmation initialement prévue, l'année 2012 a pu démarrer en s'appuyant sur des éléments structurant au Maroc comme au Mali : groupes et coopératives de base, structures de recherche associées, programmes agronomique et de formation, prototypes de semoirs SD (semi direct) / SCV (semi sous couvert végétal). Néanmoins, le dernier prototype attendu au Maroc (semoir céréalier 12 rangs) n'est arrivé qu'en octobre. De ce fait, et de façon à pouvoir couvrir une campagne agricole entière avec l'ensemble des semoirs dans chaque pays, la durée du programme a été étendue jusqu'au 30 septembre 2013 en accord avec l'AFD.

La guerre au Mali a empêché la réalisation des missions Afdi et Fert et perturbé l'animation globale du programme. Les acteurs locaux ont toutefois réussi à installer le programme agronomique prévu avec semis sous couverts végétaux et à effectuer des journées de visites pour les groupes informels qui ont été constitués dans les zones de Sikasso et Koutiala.

Avec les récoltes prévues en juin 2013, les semis de l'automne 2012 réalisés avec les trois prototypes de semoirs donneront des indications intéressantes pour apprécier les adaptations encore nécessaires et évaluer l'intérêt et la faisabilité de la fabrication locale de ces outils innovants.

300 producteurs sont directement impliqués dans le programme.



RCM

RÉSEAU INNOVATION AGRO-SYSTÈMES MÉDITERRANÉEN

Une nouvelle phase de développement pour le réseau

Partenaires en 2012 : Agracon (Association aragonaise pour l'agriculture de conservation, Espagne), Atupam (Association Trait d'Union pour une agriculture moderne, Algérie), AOC Sols (Association Occitane de Conservation des Sols, France), Apad (Association pour une agriculture durable, Tunisie), Coopératives de base (Chaouià et Moyen Atlas, Maroc), GAB (Groupement des agriculteurs de la Bekaa, Liban), et diverses institutions : ITGC (Algérie), INGC (Tunisie), ENA, IAV Hassan II et Inra (Maroc), Inra et Arvalis (France), Université d'Evora (Portugal), Université de Damas (Syrie), Acsad (Centre arabe pour l'étude des zones sèches et des terres arides), Icarda (International center for agricultural research in the dry areas), Ciheam (Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes).

Situation géographique : Algérie, Espagne, France, Liban, Maroc, Portugal, Syrie, Tunisie.

Faisant suite aux recommandations des Rencontres méditerranéennes du semis direct de Sétif (Algérie) en 2010, Fert a animé une réflexion stratégique visant à donner de nouvelles perspectives au réseau. Ce travail, initialement prévu en 2011 mais perturbé du fait des « révoltes arabes », s'est déroulé en deux temps : une première session de trois jours a réuni l'ensemble des acteurs du réseau à Bizerte (Tunisie) en mars 2012, puis une deuxième réunion restreinte organisée à Beyrouth (Liban) en juin a permis de préciser et valider les nouvelles orientations retenues.

Les 55 participants venus de 8 pays méditerranéens ont pris à Bizerte les principales décisions suivantes :

- Affirmation du rôle actif que le réseau, de par ses caractéristiques propres et sa diversité, peut jouer dans le développement d'agro-systèmes méditerranéens innovants face au changement climatique, notamment dans le cadre de l'Agriculture de Conservation ;
- Confirmation de l'architecture du réseau : des groupes paysans (de formes variables) mis en relation avec des structures de recherche appliquée et/ou de développement, dans chaque pays membre ;
- Maintien de l'acronyme RCM mais changement du nom : le Réseau grandes Cultures Méditerranéen devient le Réseau innovation agro-systèmes méditerranéen ;
- Elargissement géographique du réseau (vers l'est méditerranéen) et redéfinition des thèmes de travail (adaptation des principes de l'agriculture de conservation aux conditions agro-climatiques et sociales des pays méditerranéens et intégration des cultures pérennes méditerranéennes comme l'arboriculture et la vigne, en plus des grandes cultures) ;
- Identification, dans chaque pays du réseau, de « points focaux » chargés de faire circuler l'information entre les acteurs dans le pays et le réseau lui-même ;
- Prise en charge progressive du fonctionnement interne et des activités du réseau par l'ensemble des acteurs, au travers d'un comité de pilotage chargé de définir les orientations et les choix de projets ;
- Mise en place à terme d'un secrétariat permanent et retrait progressif de Fert en tant qu'animateur et principal financeur du réseau depuis 20 ans.

8

PAYS
MÉDITERRANÉENS





ARBOMED

Réseau d'échanges entre les arboriculteurs méditerranéens

Partenaires en 2012 : Areflh (Association des régions européennes fruitières, légumières et horticoles), ACMG (Association climatologique de la Moyenne-Garonne et du sud-ouest, France), Ager (Tunisie), Agrotech (Association agrotechnologies du Souss Massa Drâa, Maroc), Association irrigants Catalogne & Aragon (Espagne), Apam (Association professionnelle des arboriculteurs de la Mitidja, Algérie), Ceimi (Club des entrepreneurs & industriels, Algérie), CSO (Centro servizi ortofrutticoli, Italie), Fedam (Fédération pour le développement de l'arboriculture au Maroc), Inat (Institut national d'agronomie de Tunisie)

Arbomed est né de la volonté d'arboriculteurs algériens, albanais et tunisiens, qui, à l'occasion d'échanges avec des producteurs français, ont souhaité formaliser un réseau d'échanges.

Cette idée a ensuite été discutée avec l'Areflh qui souhaitait développer un espace de dialogue avec les arboriculteurs du sud de la Méditerranée sur des aspects tant techniques que commerciaux ou réglementaires. Lors des premières réunions préparatoires, le thème de la gestion de l'eau et plus précisément du « pilotage de l'irrigation à la parcelle » avait été retenu pour fédérer un premier noyau d'acteurs.

Suite à plusieurs rencontres en France et à une mission exploratoire en Tunisie et au Maroc, les ambitions et les modalités de fonctionnement du réseau ont évolué. Les organisations de producteurs rencontrées ainsi que leurs partenaires spécialisés dans les domaines de la recherche et de la vulgarisation expriment de grandes difficultés à trouver les meilleures solutions pour satisfaire un marché de plus en plus exigeant dans un contexte très mouvant auquel s'ajoutent des interrogations liées au changement climatique. Aussi, l'intérêt de comparer les techniques d'irrigation via l'observation de parcelles réparties autour du bassin méditerranéen est confirmé: il s'agit d'imaginer les solutions permettant de maintenir et valoriser une arboriculture qui réponde aux différents besoins des

marchés (locaux et internationaux), à une nécessaire production de devises et d'emplois, mais aussi à la préservation des sols, et à la gestion de la ressource en eau.

Sur un plan opérationnel, l'année 2012 a permis l'élaboration d'une convention cadre qui précise les objectifs et modalités d'intervention. Un protocole de suivi et d'analyse des différentes stratégies de pilotage de l'irrigation à la parcelle a également été rédigé et constitue le premier volet d'actions du réseau Arbomed.

EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

ALBANIE

Programme OPCA (organisation des producteurs et concertation entre acteurs)

Partenaires en 2012 : Adad, Ministère de l'agriculture albanais, Ambassade de France en Albanie, FranceAgriMer, Chambre régionale d'agriculture Paca

Période : 2011 - 2015

Situation géographique : régions de Kukës, Dibra, Korça



Le programme OPCA a pour finalité d'étendre à l'échelle de plusieurs filières et régions le processus conduit par Adad, association professionnelle de développement agricole, au cours des dernières années. Il part du constat que la performance d'une filière dépend de la capacité des producteurs et des acteurs à se concerter pour mettre en place les références, les fonctions et les services les plus pertinents.

Sur le plan opérationnel, Fert a soutenu en 2012

l'action d'Adad autour de deux axes d'intervention : d'une part un soutien technique et stratégique aux organisations de producteurs afin de conforter les initiatives existantes et de stimuler les propositions et actions de développement dans la filière fruits ; et d'autre part un partage d'expériences qui a débouché sur l'élaboration d'un projet commun entre Adad, Fert, et le Ministère de l'agriculture albanais.

Les résultats sur l'appui à la structuration des filières consistent principalement en l'élaboration d'un projet intitulé Org & Coo (Organisations et Coopératives), fruit de nombreux échanges et rapprochements entre les services du Ministère de l'agriculture et Adad.

Par ailleurs, le 12 avril 2012, Adad et Fert ont organisé un séminaire intitulé « Rôle des organisations de producteurs dans la performance des filières » en présence de nombreuses structures professionnelles agricoles et d'institutions internationales de coopération.

Enfin, afin de donner plus de visibilité aux différents services qu'elle offre, en 2012 Adad a créé son site Internet www.adadmalore.al.





Programme de mise en place du plan stratégique de développement durable et intégré de la commune de Voskopoë

Partenaires en 2012 : Commune de Voskopoë, Adad, IMK (Institut de monuments de culture), Sol & Civilisation, Union européenne

Période : 2007 - 2012

Dernière année d'un projet de 5 ans, 2012 a eu pour principal objet de finaliser plusieurs actions mais surtout de créer les meilleures conditions de pérennité et d'élargissement du processus engagé.

Sur le plan agricole, une nouvelle série de projets a été soutenue, portant sur l'acquisition et la gestion en commun de matériels, la création d'un logo et l'acquisition de caisses de conditionnement afin d'organiser la commercialisation des fruits en commun, l'aménagement d'un petit périmètre irrigué à Kruchova, la labellisation d'une production de pommes de terre biologiques ou encore la formation et l'équipement d'un éleveur de la commune comme inséminateur. Sur le plan touristique, les avancées constatées portent sur le développement touristique de la commune. Ainsi les fêtes de la St Jean ont été l'occasion d'inaugurer en présence de personnalités régionales et nationales la maison « Voskopoë » ; elle se veut un espace de rencontres pour les gens et les initiatives à Voskopoë ainsi qu'un lieu d'information pour les touristes.

La création de l'association Voskopoë en 2012, ayant pour objet de susciter et de fédérer toutes les initiatives de développement de la commune, constitue l'élément le plus marquant gage de pérennité du processus engagé. Cette association a signé avec la mairie de Voskopoë une convention qui reconnaît le rôle de l'association dans la gestion du développement de la commune et qui va régir le partage des responsabilités entre la commune et l'association dans la gestion de la maison « Voskopoë ».

Dans un souci de durabilité et d'élargissement de ce processus de développement initié au niveau communal, l'année 2012 a été consacrée à la promotion de ce type de démarche dans les communes voisines et auprès des responsables régionaux. Un plan stratégique concerté entre 3 communes (Voskopoë et les deux communes voisines, Vithkuq et Drenova) a été élaboré et constitue aujourd'hui le support d'une nouvelle phase de développement d'un processus de mobilisation et de structuration de l'initiative locale.

Un site Internet a été créé durant cette année 2012 : www.voskopoja.al





BIÉLORUSSIE

Réhabilitation et développement de l'économie agricole dans les territoires contaminés

Partenaires en 2012 : IFRD (International Foundation for rural development), RDC (Centre de développement rural) de Stolin, Sol & Civilisation, Union européenne, Pnud

Période : 2012 - 2013

Situation géographique : district de Stolin

Fert a été associée dès 2001 à la genèse du projet Core (Coopération pour la réhabilitation des territoires contaminés) en Biélorussie ; ce projet a démarré en 2003 avec pour objet de démontrer la pertinence de l'engagement des acteurs ruraux et principalement des agriculteurs privés dans l'amélioration des conditions de vie dans les territoires contaminés suite à l'accident de Tchernobyl.

Au cours des 10 dernières années, de nombreuses initiatives ont vu le jour dans les 3 districts pilotes et plus particulièrement dans le district de Stolin sur lequel l'action de Fert se concentre depuis 2009. Elles portent sur le crédit, le conseil technique, la création et la diffusion de références, la commercialisation des produits agricoles et elles se sont structurées sous la forme de groupes informels, de coopératives et de fondations locales.

En 2012 l'action de Fert a consisté, dans le district de Stolin, à accompagner le RDC et les différents groupes et organisations dans leurs réflexions stratégiques

afin notamment de vérifier l'intérêt de maintenir le soutien de Fert. Fert a par ailleurs accompagné le RDC de Stolin dans l'élaboration d'un projet d'aide à la structuration de la filière maraîchère dans le cadre d'un appel à propositions de l'Union Européenne; un financement de ce projet a été accordé au RDC le 19 octobre 2012.

Enfin, Fert a été associée à une mission d'expertise et à un séminaire sur le microcrédit dans le cadre d'un projet conduit par l'IFRD sur financement du Pnud. Au-delà des initiatives engagées, le contexte politique n'évoluant pas et la mobilisation de ressources financières externes se complexifiant, il apparaît à Fert de plus en plus difficile d'aboutir à des résultats significatifs en termes d'organisation des producteurs comme elle le fait dans les autres pays ; aussi fin 2012, Fert a amorcé une réflexion sur les conditions de son retrait au profit d'actions plus ponctuelles.



GÉORGIE

Amélioration de la qualité et de la productivité laitière dans la région du Petit Caucase

Partenaires en 2012 : GBDC (Georgian Business Development Center), laiteries et ONG locales, Akhaltsikhe University, le Gangebelli (autorités locales), Credo (institution de microfinance), CLE P&S (filiale du groupe Bongrain), Ucear (Union des coopératives d'élevage Alpes Rhône)

Situation géographique : région de Samtskhe-Javakheti

En 2012, une première campagne d'expérimentation a été menée auprès d'une cinquantaine d'éleveurs jeunes et motivés, afin de démontrer qu'un meilleur équilibre de la ration est un levier d'amélioration important et de stimuler le regroupement d'éleveurs autour de questions techniques.

Les actions ont été mises en œuvre par une équipe locale soutenue par 3 missions d'appui sur la complémentation des vaches, dans le cadre d'un partenariat technique avec l'entreprise CLE P&S, et avec un suivi méthodologique par Fert. L'assistance technique de Fert a été renforcée à partir de juillet 2012 avec le recrutement d'un jeune ingénieur agronome français qui a pour mission d'aider l'équipe et les éleveurs à élaborer des stratégies d'amélioration des pâturages et des fourrages.

Au-delà des premiers résultats constatés chez environ 40 éleveurs, l'action menée par Fert a déjà permis de produire des références pour la région tant sur les aspects complémentation, fertilisation, stade de fauche, que sur les aspects « santé » qui ont été traités en parallèle.

L'originalité de la démarche de Fert commence à apparaître aux yeux des leaders et des partenaires. L'avenir de ce dispositif d'appui a constitué l'un des axes de travail de l'année 2012 ; il a vocation à trouver sa place et à se développer dans le paysage institutionnel de cette région de Géorgie. Les acteurs concernés et volontaires pour faire perdurer les services auront à décider de sa forme finale et de son mode de gouvernance.

Afin de préparer très en amont cette évolution et le futur transfert de responsabilités, un comité de pilotage a été constitué. En 2012, son action s'est concentrée sur l'établissement de synergies entre les différents acteurs de la filière.



BRÉSIL

Autonomisation d'Unileite, association d'éleveurs laitiers du sud-ouest

Paraná

Partenaires en 2012 : Unileite, partenaires professionnels brésiliens, (Coagro, Frimesa, Sicredi, Cresol), municipalités de Capanema, Planalto, Santa Izabel, Ircod, BTPL, F3E, Iram

Période : 2011 - 2015

Situation géographique : Etat du Paraná

Outre un dernier soutien financier pour permettre à Unileite d'atteindre son autonomie (équipe stabilisée avec un directeur, deux techniciens et deux agents administratifs et autonomie financière), l'année 2012 a principalement été consacrée à la finalisation d'un travail de capitalisation de 20 ans de coopération professionnelle avec les éleveurs du Paraná.

Fin 2012, Unileite fédère 170 producteurs ; tous bénéficient d'un accompagnement technique et 45 d'entre eux d'un accompagnement économique dans le cadre du programme PGPL (programme de gestion des propriétés laitières). 72 éleveurs bénéficient par ailleurs d'un accompagnement spécifique sur les questions reproductive consistant principalement en un diagnostic de gestation des vaches laitières.

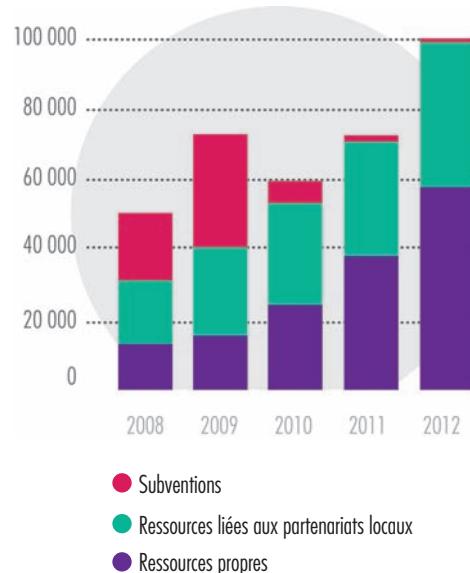
Le travail de capitalisation amorcé en 2011 s'est poursuivi en 2012. Il a été coordonné par les deux principaux partenaires français de l'action (Fert et Ircod), a été confié à l'Iram, et financé par le F3E qui a par ailleurs apporté un appui méthodologique.

Ce travail a donné lieu à différents rapports et à une synthèse illustrée qui constitue le premier numéro de la nouvelle collection « *Etude sur...* » du F3E. Une restitution a par ailleurs été faite le 8 mars 2012 à la Région Alsace devant une cinquantaine d'éleveurs ayant de près ou de loin participé au projet, et en présence des responsables des organisations partenaires : Ircod, Alsace Lait, Chambre d'agriculture, BTPL ...



En 2012, 480 visites techniques et 180 visites de reproduction ont été effectuées par les techniciens d'Unileite.

Évolution de l'autonomie financière d'Unileite (eq.€)



ACTIONS TRANSVERSALES



Interactions avec les autres organisations du groupe Céréaliers de France

Fert a été invitée par Passion Céréales à participer au 49ème Salon de l'Agriculture, du 25 février au 4 mars 2012. Après « l'Horloge des céréales » en 2011, Fert a contribué cette année à animer une « Ecole des Céréales » en lien avec le Cneap dans le cadre du projet conjoint d'éducation au développement rural et à la solidarité internationale mis en œuvre dans les établissements d'enseignement agricole privé. Dans un univers de salle de classe où toutes les matières générales trouvaient leur place, un panneau Fert y représentait la matière « Education à la solidarité ». Une permanence de l'équipe Fert a été assurée tout au long de la semaine et un petit-déjeuner organisé le 1er mars 2012 a réuni environ 35 personnes.

Implication dans des collectifs

En 2012, l'implication de Fert dans trois collectifs français s'est accrue :

- **Au sein de Coordination Sud** où elle exerce un mandat d'administrateur, Fert s'est notamment impliquée dans les Assises du développement et de la solidarité internationale mises en place à partir du mois d'octobre par Pascal Canfin, Ministre délégué chargé du développement.
- **Au sein du F3E** et en lien avec Coordination Sud, Fert a participé à un travail d'analyse critique du modèle EFQM (European Foundation for Quality Management) comme base d'un cadre de référence commun pour la qualité dans le secteur des ONG françaises de solidarité internationale.
- Enfin, Fert s'est vue confier, par l'**association Inter-réseaux Développement rural** dont elle est membre, la production de fiches d'expériences sur le Conseil à l'Exploitation Familiale dans 4 pays (Burkina Faso, Bénin, Niger, Madagascar) destinées à être diffusées avant et après l'atelier international sur le conseil agricole organisé à Bohicon au Bénin, en novembre 2012.

Au niveau international, Fert reste fortement impliquée dans **AgriCord**, collectif réunissant fin 2012, 10 agri-agences de 8 pays/régions (France, Belgique, Pays-Bas, Suède, Canada, Finlande, Sénégal, Asie du Sud Est) et 3 Organisations professionnelles agricoles associées (Espagne, Italie et Allemagne).

Travaux de capitalisation

Reconnue pour ses actions depuis 30 ans auprès des organisations professionnelles agricoles, Fert a poursuivi ses efforts en matière de capitalisation d'expériences, notamment à Madagascar, sur les questions de mise en place de services de santé animale et de stockage des produits agricoles. Désormais tous disponibles en ligne (rubrique « Ressources » du site Internet), rapports et vidéos ont vocation à être largement diffusés, en particulier auprès des acteurs du développement agricole et rural.

Participation à des événements

Le 12 mai 2012, Fert est intervenue en binôme avec le CIDR, lors de l'Assemblée Générale de l'Accir, sur le sujet « *Coopération Nord – Sud : quelles approches du partenariat ? Les expériences de Fert et du CIDR, quels enseignements pour l'Accir ?* ». Le 21 octobre, Fert a été invitée à partager son expérience d'accompagnement d'organisations professionnelles agricoles dans les pays en développement devant une trentaine d'étudiants de la formation SAADS (Systèmes agricoles et agroalimentaires durables au sud) proposée par l'IRC (Institut des Régions Chaudes) de Montpellier SupAgro.

Poursuite de l'harmonisation des outils de communication et nouveau site Internet

Suite à une année 2011 riche en événements et en changements (nouveau logo, création d'une charte graphique, semaine anniversaire pour les 30 ans de Fert,...), l'association a poursuivi ses efforts afin d'imprimer une culture commune de communication : création de plaquettes-affiches, refonte du site Internet, publications diverses avec la même ligne graphique permettant une meilleure identification des productions de Fert. Lancé à la rentrée de septembre 2012, le nouveau site Internet (www.fert.fr) est administré en interne par l'équipe du siège en lien étroit avec les équipes de terrain de façon à permettre une actualisation régulière de l'information sur les projets de Fert, ses participations dans les différents réseaux (Agricord, groupe Céréaliers de France, Coordination Sud, Inter-Réseaux Développement rural, F3E...) et la mise en lumière de ses différentes productions. Il permet également de générer désormais une newsletter à destination de toutes les personnes intéressées par la démarche et les actions de l'association.

Passion de solidarité !

Depuis trente ans, les producteurs de céréales se sont engagés à agir pour le développement durable des pays en développement et pour la solidarité internationale. Une équipe de 120 salariés œuvre à leur relais de faire de la solidarité des actions concrètes plus près de leurs écrans.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

- **ACCÉDÉMANTIAL** : Il existe une école à l'heure d'aujourd'hui et de demain.
- **FORMATION** : Il existe un programme d'accompagnement de formation. Il existe un programme de formation.
- **APPUI À LA FORMATION INITIALE AGRICOLE** : Il existe une formation initiale agricole.
- **APPUI À LA CRÉATION DE SOLUTIOMS D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT AGRICOLE** : Il existe une institution de régulation, de supervision, de notation, d'assurance et d'assurance.

ILLUSTRATIONS CONCRETES :

- **PIÈCES JUSTIFICATIVES** : Des documents qui démontrent que l'association a bien été créée et fonctionne.
- **PARISAGE DES SAVONNAIS** : Des documents qui démontrent que l'association a bien été créée et fonctionne.
- **APPUI À LA FORMATION INITIALE AGRICOLE** : Des documents qui démontrent que l'association a bien été créée et fonctionne.
- **APPUI À LA CRÉATION DE SOLUTIOMS D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT AGRICOLE** : Des documents qui démontrent que l'association a bien été créée et fonctionne.



5, rue Joseph et Marie Hackin
75116 Paris
Tél. : 33 1 44 31 16 70
Fax : 33 1 44 31 16 74
fert@fert.fr
www.fert.fr

L'association Fert a été créée par des responsables d'organisations professionnelles agricoles et d'autres personnalités, préoccupés par les problèmes alimentaires des pays en développement.

Elle bénéficie depuis 30 ans du soutien des organisations professionnelles céréalières. Plus largement, Fert, interface entre le monde agricole français et les agriculteurs des pays en développement ou émergents, permet cette rencontre entre les Hommes dans un esprit de solidarité active, génératrice d'un enrichissement mutuel.

Fert est membre de :

